

Athènes, pilote d'une Union dans une passe délicate

La Grèce préside pour six mois l'UE bientôt élargie.

Bruxelles (UE)

de notre correspondant

L'année 2003 sera pour l'Union européenne celle de tous les dangers. Prélude indispensable à la réussite de son élargissement à dix nouveaux Etats membres, décidé à Copenhague en décembre dernier, l'UE doit réussir son approfondissement en adoptant une Constitution d'ici à la fin de l'année. Ce double mouvement ne sera pas facilité par la situation internationale, une guerre en Irak risquant de mettre à mal, non seulement l'économie déjà chancelante de l'Union, mais aussi la cohésion de la grande Europe face aux Etats-Unis et ce, au moment où elle va mettre en place sa «Force de réaction rapide», élément clé de son indépendance. Pour piloter tout cela sans casse, il faudra beaucoup d'intelligence diplomatique à la Grèce, qui succède officiellement aujourd'hui au Danemark à la présidence semestrielle de l'Union.

Freins polonais. Réussira-t-elle à faire aussi bien que le Danemark qui a dirigé de main de maître l'Union durant six mois (lire ci-contre)? L'euphorie de Copenhague s'est vite dissipée. Il n'a pas fallu attendre quinze jours pour que la Pologne, le plus grand des futurs Etats membres, confirme ses sentiments réels face à la dimension politique du projet européen. Le 27 décembre, quelques jours après le sommet danois «historique», Varsovie décidait de s'équiper en avions F16 américains au détriment d'une solution européenne (française ou anglo-suédoise). Le message est très clair: la défense et la politique étrangère, c'est l'Otan; l'UE, c'est l'économie et la dis-

tribution d'argent. L'attitude polonaise n'est pas une surprise: ses représentants à la Convention européenne, chargée de rédiger la Constitution de l'Union élargie, s'alignent systématiquement depuis le début sur la Grande-Bretagne. Comme Londres, Lisbonne et Stockholm, Varsovie freine toute avancée vers le fédéralisme et refuse de voir l'UE étendre ses compétences, notamment dans le domaine de la défense et de la politique étrangère. Et si les autres pays candidats sont restés plus évasifs, leur penchant atlantiste ne fait guère de doute. Or, le succès ou l'échec de la Convention présidée par Valéry Giscard d'Estaing (VGE) ne

Au menu du semestre: la cohésion des Quinze face à l'hypothèse d'une guerre en Irak, et la fin des travaux de la Convention européenne chargée de rédiger une nouvelle Constitution.

se mesurera pas seulement à l'aune des réformes institutionnelles qui permettront de prendre des décisions à 25, mais aussi à l'affirmation d'une véritable identité européenne sur la scène mondiale. Un objectif loin d'être partagé par tous, y compris entre les Quinze actuels. Une guerre en Irak serait, de ce point de vue, une catastrophe car elle mettrait à nu les ambitions inconciliables des Européens. Conscient des risques de rupture, le Premier ministre grec, Costas Simitis, a déjà appelé les Européens à l'unité... Autant dire qu'en dépit des succès déjà enregistrés, les 105 conventionnels sont loin

d'être rendus à bon port. VGE a laissé pointer un certain découragement avant Noël: «La perception de cet élargissement, désormais entré dans les faits, m'a fait prendre conscience, comme une révélation brutale, de l'immensité du travail à accomplir et de son extraordinaire difficulté.»

Surprises. VGE doit remettre sa copie en juin prochain, après la signature des traités d'adhésion, le 16 avril, à Athènes. L'aider à tenir ses délais sera l'un des objectifs de la Grèce. Celle-ci pourra compter sur le soutien de l'Italie qui rêve de voir la Constitution signée à Rome, en décembre 2003, par les chefs d'Etat et de gouvernement, en écho au Traité de Rome de 1957 qui a fondé la CEE. Il est entendu que les 25 devront tous signer le futur texte, même si, formellement, les dix nouveaux ne seront membres qu'à compter du 1^{er} mai 2004, une fois le processus de ratification mené à terme.

Il n'est pas certain qu'ils soient tous au rendez-vous, les référendums pouvant réserver quelques surprises, d'autant qu'il leur faudra voter deux fois: une fois sur l'adhésion, une fois sur la Constitution. Les futurs membres devront mettre à profit l'année 2003 pour achever leur préparation: la Commission a reconnu qu'en réalité ces pays ne remplissent pas tous les critères politiques et économiques, mais elle espère qu'ils seront prêts d'ici à janvier 2004. Athènes devra s'assurer que les Dix jouent bien le jeu communautaire en évitant de braquer des opinions publiques bien peu préparées au jeu du partage des souverainetés ●

«Petit» Danemark et grand bilan

Le Danemark a, une nouvelle fois, démontré qu'un «petit» pays pouvait parfaitement diriger l'Union européenne et s'en sortir avec les honneurs. Personne ne pariait lourd sur le royaume nordique lorsqu'il a pris les rênes du Conseil européen le 1^{er} juillet 2002: solidement eurosceptique, il n'est pas membre de l'Union économique et monétaire et se tient fermement à l'écart des efforts de l'Union pour créer une défense commune. Le Premier ministre libéral Anders Fogh Rasmussen a pris tout le monde à contre-pied en faisant preuve d'une grande maîtrise des dossiers et surtout d'une ferme volonté politique. Même aidé par l'accord-surprise entre Paris et Berlin sur le budget communautaire, il a réussi l'exploit de boucler en temps et en heure les négociations d'adhésion avec dix pays candidats, un nombre jamais atteint jusque-là. Il a même arraché davantage d'argent au profit des pays de l'Est, autre exploit en ces temps de crise, sans céder au chantage de la Pologne qui voulait encore plus. Rasmussen a aussi su faire preuve de fermeté sur le plan de la politique extérieure, en refusant de céder aux pressions américaines sur l'adhésion de la Turquie ou à celles de la Russie sur Kaliningrad. Beaucoup de «grands» pays, qui estiment que le «leadership» de l'Europe leur revient naturellement, pourraient envier un tel bilan.

J. Q.

JEAN QUATREMER